

EBA – Opinion relative à l’interaction entre PSD2 et MiCA

Comme suite à la publication **EBA’s No-Action Letter of 2 June 2025 (EBA/Op/2025/08)** dont les délais annoncés arrivent à leur terme au 2 mars 2026, l’EBA (European Banking Authority) a publié le 12 février 2026 une **Opinion on the end of the No-Action Letter transition period** via sa publication **Opinion of the European Banking Authority on the supervisory priorities at the end of the transition period under the EBA’s No Action letter on the interplay between PSD2 and MiCA.**

Contexte et objet de l’Opinion de l’EBA

En juin 2025, l’EBA a publié une *No Action Letter* (EBA/Op/2025/08) concernant l’articulation entre PSD2 (Directive 2025/2366) et MiCA (Règlement 2023/1114). Cette *No Action Letter* portait sur les PSCA (ou CASP en anglais) effectuant des transactions en EMT (Electronic Money Tokens) susceptibles de constituer des services de paiement au sens du PSD2. Elle limitait l’obligation d’autorisation PSD2 à un sous-ensemble de services EMT et instaurait une période transitoire de 9 mois (jusqu’au 2 mars 2026). Elle prévoyait également un processus d’autorisation simplifié et invitait les autorités à ne pas prioriser certaines exigences PSD2 pendant la transition. L’objectif était d’assurer la continuité d’activité des PSCA déjà actifs en EMT tout en évitant une double autorisation immédiate et intégrale.

Les nouveaux éléments

Au 12 février 2026, date de publication de la nouvelle *Opinion*, plus de 100 PSCA en Europe ont approché les autorités pour obtenir une autorisation en tant que Payment Institution (PI) ou Electronic Money Institution (EMI). La période transitoire prend fin le 2 mars 2026 et les modalités d’autorisation varient selon les États membres.

L'EBA publie ainsi cette *Opinion* pour harmoniser les pratiques et fixer des priorités prudentielles claires afin d'éviter une rupture brutale de marché et de garantir une supervision cohérente à l'échelle de l'UE.

Les trois scénarios possibles à la fin de la période transitoire

L'EBA distingue trois situations possibles pour un PSCA qui fournit des services EMT qualifiables de services de paiement.

Scénario 1 : Autorisation obtenue ou partenariat PSP

Le PSCA a obtenu une autorisation en tant que Payment Institution (PI) ou Electronic Money Institution (EMI) ou agit via un PSP autorisé : il peut continuer ses activités EMT dans les limites de cette autorisation.

Point important : Si le PSCA agit comme agent d'un PSP, l'autorité doit vérifier si le PSP partenaire doit lui-même obtenir une autorisation sous MiCA (article 59).

Scénario 2 : Autorisation demandée mais pas encore obtenue

Le PSCA a déposé une demande mais n'a pas encore reçu d'autorisation.

L'EBA recommande aux NCA (National Competent Authorities) en charge des aspects relatifs à la réglementation PSD2 de laisser le PSCA poursuivre temporairement ses activités, y compris transfrontalières, si quatre conditions cumulatives sont remplies. Ces conditions sont :

- Un dossier complet : Toutes les informations requises par l'article 5 de PSD2 et les guidelines de l'EBA (EBA-GL-2017-09) ont été fournies.
- Une coopération active : Le candidat répond rapidement, de manière transparente et complète.
- Pas d'antécédents problématiques : Aucun manquement matériel sous MiCA, les régimes VASP nationaux, AML/CFT, ou d'autres législations pertinentes. Une coordination avec l'autorité MiCA est requise.

- Forte probabilité d’approbation rapide : L’autorité PSD2 n’a pas de raison de douter de la conformité et l’autorisation est attendue dans un délai très court.

Pour les PSCA bénéficiant d’un régime transitoire national MiCA jusqu’au 1er juillet 2026, cette tolérance ne peut en aucun cas dépasser :

- le 1er juillet 2026, ou
- la décision MiCA (article 63),
- la date la plus proche étant retenue.

L’évaluation préliminaire favorable n’empêche pas un refus ultérieur.

Restrictions pendant cette période d’attente

Si l’autorité autorise la poursuite temporaire, le PSCA doit cesser toute activité marketing liée aux EMT qualifiables de service de paiement et ne pas accepter de nouveaux clients pour ces services. Une coordination avec l’autorité MiCA est requise.

Ces restrictions ne s’appliquent pas aux entités bénéficiant explicitement du régime transitoire national MiCA jusqu’au 1er juillet 2026.

Scénario 3 : Pas de demande ou conditions non remplies

À partir du 2 mars 2026, l’autorité PSD2 doit exiger :

- la cessation immédiate des services EMT qualifiables de services de paiement ;
- l’offboarding des clients.

Une coordination possible avec l’autorité MiCA et les autorités compétentes nationales.

Il s’agit de la fin de la tolérance envers les opérateurs non engagés dans un processus crédible d’autorisation.

Clarification relative aux transferts internes en EMT

L'exécution de transferts en EMT peut constituer un service de paiement PSD2, même si le wallet custodial ne qualifie pas comme "payment account" et/ ou s'il s'agit d'un transfert first-party (entre deux comptes du même client) et/ou que le transfert intervient dans le cadre d'un service de custody. L'EBA rappelle que PSD2 ne prévoit aucune exception pour les transferts entre comptes d'un même utilisateur, même servis par le même PSP :

For example, where a CASP provides custody and administration of EMTs and executes transfers of EMTs on behalf of clients, including transfers to the same client as part of the pay-out leg of custody, such transfers may themselves constitute payment transactions requiring authorisation under PSD2, irrespective of whether or not the custodial wallet qualifies as a payment account.

Ainsi, de nombreux modèles impliquant de la conservation et des transferts tombent potentiellement sous PSD2.

Conclusion

L'Opinion publiée par l'EBA marque le retour à une lecture plus stricte de l'articulation PSD2-MiCA ainsi qu'une volonté d'harmonisation à l'échelle européenne. Elle confirme également que l'exécution de transferts en EMT présente une forte probabilité de constituer un service de paiement relevant du champ de PSD2, indépendamment de la qualification du wallet.

Chez Seqlense, nous accompagnons les acteurs de l'écosystème crypto-actifs et blockchain, ainsi que de la finance traditionnelle, dans l'analyse, l'anticipation et la mise en œuvre des exigences réglementaires, en particulier celles issues du règlement MiCA.

Nos interventions couvrent notamment la structuration des notifications et demandes d'agrément, la mise en place de dispositifs de conformité adaptés, ainsi que la fourniture d'outils et de services de veille réglementaire en finance crypto-actifs et en finance traditionnelle.

Seqlense développe et mobilise également des solutions data, de surveillance et de détection des abus de marché, permettant aux acteurs régulés d'identifier, prévenir et traiter les risques de manipulation de marché, d'opérations suspectes et de non-conformité, dans un environnement réglementaire en constante évolution.

Sources :

<https://www.eba.europa.eu/publications-and-media/press-releases/eba-advises-national-authorities-actions-take-end-transition-period-under-its-no-action-letter>

<https://www.eba.europa.eu/publications-and-media/press-releases/eba-publishes-no-action-letter-interplay-between-payment-services-directive-psd23-and-markets-crypto>

EBA – Opinion on the interaction between PSD2 and MiCA

Following the publication **of the EBA's letter of non-intervention dated 2 June 2025 (EBA/Op/2025/08)**, whose announced deadlines expire on 2 March 2026, on 12 February 2026, the EBA (European Banking Authority) published an **opinion on the end of the transition period of the no-action letter** via its publication Opinion of the European Banking Authority on supervisory priorities at the end of the transition period provided for in the EBA no-action letter on the interaction between PSD2 and MiCA.

Context and purpose of the EBA Opinion

In June 2025, the EBA published a *No Action Letter* (EBA/Op/2025/08) concerning the relationship between PSD2 (Directive 2025/2366) and MiCA (Regulation 2023/1114). This No Action Letter concerned CASPs carrying out transactions in EMT (Electronic Money Tokens) that could constitute payment services within the meaning of PSD2. It limited the PSD2 authorisation requirement to a subset of EMT services and established a nine-month transitional period (until 2 March 2026). It also introduced a simplified authorisation process and asked the authorities not to prioritise certain PSD2 requirements during the transition. The aim was to ensure the continuity of business for CASPs, already active in EMT, while avoiding immediate and full double authorisation.

New developments

As of 12 February 2026, the date of publication of the new Opinion, more than 100 CASPs in Europe have approached the authorities to obtain authorisation as a Payment Institution (PI) or Electronic Money Institution (EMI). The transitional period ends on 2 March 2026 and the authorisation procedures vary between Member States.

The EBA is therefore publishing this *opinion* in order to harmonise practices and set clear prudential priorities to avoid a sudden market disruption and ensure consistent supervision across the EU.

Three possible scenarios at the end of the transitional period

The EBA distinguishes between three possible situations for an CASP that provides EMT services that qualify as payment services.

Scenario 1: Authorisation obtained or PSP partnership

The CASP has obtained authorisation as a Payment Institution (PI) or Electronic Money Institution (EMI) or acts through an authorised PSP: it may continue its EMT activities within the limits of this authorisation.

Important point: If the CASP acts as an agent of a PSP, the authority must verify whether the partner PSP itself must obtain authorisation under MiCA (Article 59).

Scenario 2: Authorisation requested but not yet obtained

The CASPs has submitted an application but has not yet received authorisation.

The EBA recommends that the NCAs (National Competent Authorities) responsible for PSD2 regulatory matters allow the CASPs to continue its activities, including cross-border activities, on a temporary basis if four cumulative conditions are met.

These conditions are:

- A complete application: All information required by Article 5 of PSD2 and the EBA guidelines (EBA-GL-2017-09) has been provided.
- Active cooperation: The applicant responds quickly, transparently and comprehensively.
- No history of problems:

No material breaches under MiCA, national VASP regimes, AML/CFT, or other relevant legislation. Coordination with the MiCA authority is required.

· High probability of rapid approval: The PSD2 authority has no reason to doubt compliance and authorisation is expected within a very short timeframe.

For CASPs benefiting from a national MiCA transitional regime until 1 July 2026, this tolerance may not exceed:

- 1 July 2026, or
- the MiCA decision (Article 63),
- whichever date is earlier.

A favourable preliminary assessment does not preclude subsequent refusal.

Restrictions during this waiting period

If the authority authorises temporary continuation, the CASP must cease all marketing activities related to EMTs that qualify as payment services and not accept new customers for these services. Coordination with the MiCA authority is required.

These restrictions do not apply to entities explicitly benefiting from the national MiCA transitional regime until 1 July 2026.

Scenario 3: No application or conditions not met

From 2 March 2026, the PSD2 authority must require:

- the immediate cessation of EMT services that qualify as payment services;
- the offboarding of customers.

Possible coordination with the MiCA authority and the competent national authorities.

This marks the end of tolerance towards operators not engaged in a credible authorisation process.

Clarification regarding internal transfers in EMT

The execution of transfers in EMT may constitute a PSD2 payment service, even if the custodial wallet does not qualify as a ‘payment account’ and/or if it is a first-party transfer (between two accounts of the same customer) and/or if the transfer takes place within the framework of a custody service.

The EBA points out that PSD2 does not provide for any exceptions for transfers between accounts belonging to the same user, even if they are carried out by the same payment service provider:

For example, where a CASP provides custody and administration of EMTs and executes EMT transfers on behalf of customers, including transfers to the same customer as part of the payment phase of custody, these transfers may themselves constitute payment transactions requiring authorisation under PSD2, regardless of whether the custody wallet qualifies as a payment account. Thus, many models involving custody and transfers potentially fall under PSD2.

Conclusion

The Opinion published by the EBA marks a return to a stricter interpretation of the PSD2-MiCA articulation and a desire for harmonisation at European level. It also confirms that the execution of transfers in EMTs is highly likely to constitute a payment service falling within the scope of PSD2, regardless of the qualification of the wallet.

At Seqlense, we support players in the crypto-asset and blockchain ecosystem, as well as in traditional finance, in analysing, anticipating and implementing regulatory requirements, in particular those arising from the MiCA regulation.

Our services include structuring notifications and licence applications, setting up appropriate compliance mechanisms, and providing tools and services for regulatory monitoring in crypto-asset finance and traditional finance.

Seqlense also develops and deploys data, monitoring and market abuse detection solutions, enabling regulated players to identify, prevent and address the risks of market manipulation, suspicious transactions and non-compliance in an ever-changing regulatory environment.

Sources:

<https://www.eba.europa.eu/publications-and-media/press-releases/eba-advises-national-authorities-actions-take-end-transition-period-under-its-no-action-letter>

<https://www.eba.europa.eu/publications-and-media/press-releases/eba-publishes-no-action-letter-interplay-between-payment-services-directive-psd23-and-markets-crypto>



EBA
**Opinion related to the interplay between
PSD2 and MiCA**

Cécile Henry
Seqlense CEO